

RÉSUMÉ DE LA CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE ET DE LA PREMIÈRE SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE: 3-5 AVRIL 2011

La cinquième session de la Commission préparatoire de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA) et la première session de l'Assemblée de l'IRENA ont eu lieu du 3 au 5 avril 2011 au Centre national des expositions d'Abu Dhabi (ADNEC), à Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis (EAU). L'Assemblée qui tenait lieu de réunion inaugurale du conseil d'administration de l'IRENA a mis en présence 950 participants dont un chef d'État, plus de 50 ministres, 30 hauts responsables de niveau ministériel, 670 délégués des pays, 130 observateurs et fonctionnaires, et 70 représentants des médias accrédités.

La Commission préparatoire et l'Assemblée se sont concentrées sur les questions telles que: la nomination du Directeur général; l'élection du Conseil; le programme du travail et le budget pour 2011; les règles de procédures; les dispositions transitoires; la désignation du siège permanent de l'Agence; l'emblème permanent de l'IRENA; les accords de siège avec les pays hôtes; le personnel et les questions financières; et l'organisation de la deuxième session de l'Assemblée. L'Assemblée comprenait une réunion de haut niveau lundi et mardi matin. Le mardi matin, une table ronde ministérielle a eu lieu en parallèle à l'Assemblée pour examiner les besoins stratégiques pour un avenir énergétique propre.

Ce rapport résume les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de la Commission préparatoire et de la première session de l'Assemblée, et suit la structure de l'ordre du jour.

BREF HISTORIQUE DE L'IRENA

Les statuts de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA) ont été adoptés le 26 janvier 2009, et sont entrés en vigueur le 8 juillet 2010. L'IRENA a pour objectif de promouvoir l'adoption généralisée et accrue et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergie renouvelable. Cent quarante-huit pays et l'Union Européenne (UE) sont signataires de l'IRENA et ses statuts ont été ratifiés par 68 États et l'UE.

CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE: La Conférence préparatoire pour la création de l'IRENA a eu lieu les 10 et 11 avril 2008, à Berlin, Allemagne. Les délégués de 60 pays ont exprimé leur soutien à la création d'une agence internationale pour les énergies renouvelables, et ont débattu des questions telles que les objectifs, les activités, la structure organisationnelle et le financement de la nouvelle agence.

ATELIERS PRÉPARATOIRES: Deux ateliers préparatoires ont été organisés sur l'IRENA à Berlin, Allemagne, le 30 juin et le 1er juillet 2008, et ont porté essentiellement sur le programme de travail de l'IRENA, ses statuts et son financement.

DERNIÈRE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE: Cette réunion a eu lieu les 23 et 24 octobre 2008, à Madrid, Espagne. Les délégués ont conclu les discussions sur les statuts de l'IRENA et ont résolu les questions telles que le financement, les critères et les procédures de sélection du Directeur général par intérim, et le siège provisoire, ainsi que la conception de la phase initiale de l'IRENA.

CONFÉRENCE FONDATRICE: La Conférence fondatrice de l'IRENA a eu lieu le 26 janvier 2009, à Bonn, Allemagne, où 75 pays ont signé les statuts de l'IRENA.

PREPCOM 1: La première Commission préparatoire de l'IRENA a eu lieu le 27 janvier 2009 à Bonn, Allemagne, à la suite de la Conférence fondatrice. Les délégués ont examiné les

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de l'IRENA	1
Rapport de la cinquième session de la Commission préparatoire	2
Rapport de la première session de l'IRENA	3
Brève analyse de la réunion	9
Réunions à venir	10

prochaines étapes pour l'IRENA et ont créé un comité pour la sélection du Directeur général par intérim et un comité pour la sélection du siège provisoire. La Commission a également créé un comité de gestion présidé par l'Allemagne, pour faciliter l'efficacité du travail de la Commission, y compris en aidant à l'organisation des sessions ordinaires et en contribuant à l'élaboration des documents pertinents.

PREPCOM 2: La deuxième Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie les 29 et 30 juin 2009 à Sharm el-Sheikh, Égypte, pour statuer sur la question concernant le siège provisoire et le Directeur général par intérim de l'IRENA. Abu Dhabi a été désignée comme siège provisoire et Hélène Pelosse (France) a été nommée Directrice générale par intérim. Les délégués ont également décidé que Bonn, Allemagne, abriterait le Centre d'Innovation et de Technologie de l'IRENA, et que Vienne, Autriche, serait le siège du bureau de liaison pour la coopération avec les autres organisations qui mènent des activités dans le domaine des énergies renouvelables. Les délégués ont en outre examiné les questions telles que le premier programme de travail, le règlement financier, le statut du personnel et le budget.

PRECOM 3: La troisième Commission préparatoire de l'IRENA a eu lieu le 17 janvier 2010 à Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis (EAU). Les délégués ont achevé le budget et le programme de travail de l'IRENA, ainsi que d'autres mesures pour rendre l'IRENA opérationnelle.

PREPCOM 4: La quatrième Commission préparatoire de l'IRENA s'est tenue les 24 et 25 octobre 2010, à Abu Dhabi, EAU. La Commission a accepté la démission d'Hélène Pelosse comme Directrice générale par intérim et a nommé Adnan Amin (Kenya) à ce poste, en attendant la première session de l'Assemblée.

RAPPORT DE LA CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE

Le dimanche 3 avril, la Commission préparatoire de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA) a tenu sa cinquième et dernière session à Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis (EAU). La session était ouverte par Ogunlade Davidson (Sierra Leone) qui a souligné l'importance des énergies renouvelables et, par conséquent, de l'IRENA. Le Directeur général par intérim de l'IRENA, Adnan Amin, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié les délégués pour leurs conseils au cours des derniers mois.

ÉLECTION DU BUREAU: Ogunlade Davidson (Sierra Leone) a été élu président de la cinquième session de la Commission préparatoire, Rita Mishaan (Guatemala), Eva Paaske (Norvège), Farhat Ayesha (Pakistan) et 'Akau'ola (Tonga) ont été élus vice-présidents, et Aldo Flores Quiroga (Mexique) rapporteur.

PARTICIPATION DES OBSERVATEURS: La Commission préparatoire ayant examiné la participation des observateurs (PC.5/CRP.1), elle a transmis la question à l'Assemblée pour examen.

COMITÉ DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS: L'Assemblée a désigné les membres suivants au Comité de vérification des pouvoirs: Alfredo Morelli (Argentine), comme

président; et Evelyn Reyes (Philippines), Øivind Johanson (Norvège), Rapture Pagaialii (Samoa) et Mohamed Abushehab (EAU).

RAPPORT DU COMITÉ DE GESTION

Le président du Comité de gestion, Karsten Sach (Allemagne), a fait rapport sur les résultats des discussions du Comité, notant des discussions constructives sur les questions formelles abordées telles que le programme de travail proposé de l'IRENA, les questions de budget et la dotation de personnel. Il s'est félicité de voir les discussions évoluer et passer des questions de procédure aux questions politiques.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR PROVISOIRE

Le président du Comité de gouvernance, Guy Lentz (Luxembourg), a déclaré qu'un accord a été conclu sur le règlement intérieur provisoire de l'Assemblée et du Conseil (PC.5/DC.1/Rev.1), après la résolution de la question en suspens du multilinguisme (PC.5/DC.11/Rev.1). Le président Lentz a introduit un projet de décision sur la création des comités (PC.5/DC.10/Rev.1). Suite à une proposition du Soudan, les délégués ont convenu de prendre note sur un éventuel comité pour les questions techniques et technologiques dans le préambule de la décision, et de demander au Conseil, une fois formé, d'examiner cette question.

Décision finale: La Commission préparatoire a convenu de transmettre le règlement intérieur provisoire de l'Assemblée et du Conseil à l'Assemblée lors de sa première réunion.

QUESTIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

'Akau'ola (Tonga), président du groupe de travail sur les questions juridiques, a recommandé la création d'une nouvelle Caisse de prévoyance pour le personnel (PC.5/DC.3/Rev.1). Le Japon a recommandé une augmentation des mesures d'incitation pour le personnel détaché auprès de l'organisme. L'Allemagne et le Kenya ont accepté de travailler dans le conseil de direction pour les questions liées au détachement du personnel.

Décision finale: La Commission préparatoire a recommandé à l'Assemblée de nommer l'Allemagne et le Kenya pour siéger au conseil de direction de la Caisse de prévoyance du personnel.

QUESTIONS FINANCIÈRES

Le président Davidson a introduit les questions financières (PC.5/DC.5/Rev.1) et les délégués ont approuvé les modifications concernant l'Audit dans le Règlement financier. Le président 'Akau'ola a mis l'accent sur les questions en suspens et sur les excédents de trésorerie. Le Royaume-Uni a suggéré que les excédents de trésorerie soient reversés aux membres et aux signataires.

Décision finale: La Commission préparatoire a décidé de soumettre le projet de Règlement financier de l'IRENA à l'Assemblée pour approbation lors de sa première réunion. La Commission préparatoire a décidé de prendre note du rapport sur les audits (PC.5/DC.9).

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2010

Le Directeur général par intérim, Adnan Amin, a présenté le rapport annuel sur la mise en œuvre du programme de travail et du budget de 2010 (PC.5/2), en mettant l'accent sur les questions

institutionnelles et de gestion. Il a expliqué que de nouveaux projets avaient été initiés et a souligné la collaboration avec les institutions existantes. La Commission préparatoire a pris note du rapport.

ACCORDS DE SIÈGE

Le Secrétariat a annoncé un Accord de siège finalisé pour le bureau du Centre d'Innovation et de Technologie de l'IRENA (CITI) à Bonn, Allemagne, qui sera examiné par l'Assemblée. Il a été proposé qu'un groupe de travail technique comprenant les EAU, les États-Unis et Tonga, examine la révision de l'Accord de siège entre les EAU et la Commission préparatoire, afin de refléter le passage du statut de Commission préparatoire à celui d'Agence. Il a également été proposé que le Directeur général soit autorisé par l'Assemblée à signer les deux accords.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2011

Le Directeur général par intérim, Adnan Amin, a présenté le programme de travail et le budget pour 2011 (PC.5/DC.7/Corr.1/Rev.1), en mettant l'accent sur le mandat ambitieux de l'IRENA et la nécessité pour l'organisation d'avoir une «structure légère, bien gérée et transparente». Karsten Sach, le président du Comité de gestion, a introduit le projet de budget pour 2011, en soulignant un budget de base de 13,26 millions \$ US.

Décision finale: La Commission préparatoire a convenu de transmettre le projet de décision à l'Assemblée avec en note les commentaires de la République de Corée, l'Inde, la Colombie, la Jordanie, le Soudan et l'Italie.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le président 'Akau'ola a introduit le projet de document sur les privilèges et les immunités de l'IRENA (PC.5/DC.8), qui a été adopté par consensus.

Décision finale: La Commission préparatoire a recommandé à l'Assemblée d'élaborer un projet d'accord sur les privilèges et les immunités lors de sa première réunion, ou le plus tôt possible après celle-ci, en vue de sa soumission à la deuxième Assemblée.

TRANSFERT DES OBLIGATIONS

Le président Lentz a fait rapport sur le transfert des actifs, des passifs et des contrats de la Commission préparatoire à l'IRENA. Il a déclaré que la Commission préparatoire doit accepter de transférer ces fonds et ces responsabilités, et que de son côté, l'IRENA doit être prête à accepter.

Décision finale: La Commission préparatoire a adopté la décision sur les transferts proposés (PC.5/DC.6), et l'a transmise à l'Assemblée pour examen.

NOMINATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le président du Comité de sélection, Thani Al-Zeyoudi (EAU), a expliqué qu'après un examen approfondi du processus de sélection, sept candidats ont été considérés éligibles pour les interviews, et le comité de sélection a choisi à l'unanimité Adnan Amin (Kenya) et Pedro Marín (Espagne) comme finalistes. Chaque candidat s'est adressé à l'assistance pendant cinq minutes; par la suite, il y a eu une séance de questions – réponses avec les délégués.

Amin a souligné les progrès accomplis au plan institutionnel depuis son arrivée en tant que Directeur général par intérim, et a ajouté qu'il continuerait à tout mettre en œuvre pour permettre à l'IRENA de réaliser son plein potentiel, s'il était élu. Il a en outre parlé de son expérience dans les organisations internationales. Répondant aux questions des délégués, il a déclaré que l'IRENA devrait jouer un rôle de facilitateur de haut niveau pour les échanges d'informations sur les meilleures pratiques en matière de politique, et que d'après lui, l'IRENA sera la première source mondiale d'information sur les énergies renouvelables d'ici cinq ans.

Marín a souligné le caractère problématique de la structure énergétique mondiale dominante et le rôle important que l'IRENA pourrait jouer dans le changement pour un développement plus durable. Il a insisté sur son expérience dans le domaine de la politique de l'énergie renouvelable et dans la formation de l'IRENA. Répondant aux questions des délégués, Marín a reconnu le rôle important que les énergies renouvelables pourraient jouer pour les secteurs de production énergétique éloignés et non-traditionnels.

À l'issue du vote, Adnan Amin a obtenu 76 des 112 votes valides, ce qui a fait de lui le Directeur général désigné.

Marín a remercié les délégués pour leur appui, a félicité Amin et lui a adressé ses vœux les meilleurs. Amin s'est dit honoré par les parties qui lui ont fait confiance et a remercié Marín pour sa passion pour les énergies renouvelables et son engagement pour l'IRENA.

CLÔTURE DE LA SESSION

Flores Quiroga, le Rapporteur, a souligné les principales décisions adoptées par la Commission préparatoire au cours de la journée. Le président Davidson a remercié les présidents des comités, le pays hôte, les traducteurs et le Secrétariat, et a clos la cinquième Commission préparatoire de l'IRENA à 20h07.

RAPPORT DE LA PREMIÈRE SESSION DE L'IRENA

Le lundi 4 avril, l'Assemblée de l'IRENA a ouvert sa session inaugurale. La première Assemblée s'est réunie lundi et mardi, et portait notamment sur les questions de procédure, l'approbation du programme de travail et du budget, l'élection des comités et du Conseil, un segment de haut niveau, une table ronde ministérielle, et la désignation du siège permanent et le choix de l'emblème de l'IRENA.

L'Assemblée a élu par acclamation Sultan Al Jaber, Émirats Arabes Unis (EAU), comme président de l'Assemblée. Une minute de silence a été observée pour les victimes des catastrophes naturelles.

L'Assemblée a ensuite adopté par consensus l'ordre du jour provisoire (A/1/L.1/Rev.1). Conrod Hunte (Antigua-et-Barbuda), Stephen Motsa (Swaziland), Benedikt Høskuldsson (Islande) et Alexander Mikhalevich (Belarus) ont été élus vice-présidents, et Abubakar Sambo Sani (Nigeria) rapporteur.

L'Assemblée a nommé le Comité de vérification des pouvoirs, composé par le Bangladesh, la Bulgarie, la République dominicaine, la Gambie, l'Islande, la Norvège, l'Inde, le Swaziland et les EAU.

L'Assemblée a ensuite adopté une liste d'États observateurs et d'observateurs (A/1/L.2).

RÈGLEMENT INTÉRIEUR PROVISoire DE L'ASSEMBLÉE ET DU CONSEIL

L'Assemblée a adopté le Règlement intérieur (A/1/DC/L.1).

Décision finale: Le règlement intérieur de l'Assemblée prévoit que l'Assemblée se réunit chaque année au siège de l'Agence sauf décision contraire, et contient des articles sur, entre autres: l'ordre du jour des sessions; la représentation des membres et la participation des observateurs; la vérification des pouvoirs; le président, les vice-présidents, le rapporteur et autres fonctionnaires; le Conseil et le Secrétariat; la conduite des affaires lors des sessions de l'Assemblée; le vote et les élections.

Le Règlement intérieur du Conseil dispose que le Conseil se réunit deux fois par an au siège de l'Agence sauf décision contraire, et contient des articles sur, entre autres: l'ordre du jour des réunions; la représentation des membres; le président, le vice-président et autres fonctionnaires; le Secrétariat; les organes subsidiaires du Conseil; la conduite des affaires lors des réunions du Conseil et le vote.

ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL

Le mardi après-midi, Sultan Al Jaber, président de l'Assemblée, a introduit le projet de décision sur l'élection du Conseil (A/1/DC/L.13), qui prévoit que les 21 membres du Conseil seront élus pour un mandat de deux ans. Il a expliqué que le Luxembourg démissionnerait du poste après la première année et que la Suède le remplacerait à ce poste devenu vacant. La Bosnie-Herzégovine a noté que la région Europe de l'Est est sous-représentée.

Décision finale: Le préambule de la décision reconnaît que: la composition de l'IRENA est susceptible d'évoluer puisque ses statuts n'ont pas été ratifiés par tous les signataires, et souligne que la composition du Conseil devrait être déterminée de manière à assurer la participation effective des pays en développement et des pays développés, et la réalisation d'une répartition géographique équitable.

L'Assemblée décide d'approuver la composition suivante du Conseil: Afrique du Sud, Allemagne, Antigua-et-Barbade, Australie, Danemark, Émirats Arabes Unis, Équateur, Érythrée, Espagne, États-Unis, France, Inde, Japon, Luxembourg, Mali, Mexique, Nigéria, Pologne, République de Corée, Sénégal et Tonga.

L'Assemblée demande également à la gouvernance / Comité juridique du Conseil de déterminer le mécanisme approprié pour l'élection des membres du Conseil sur une base rotative, et de faire rapport à la deuxième réunion de l'Assemblée.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE

Le mardi matin, l'Assemblée a pris note du rapport sur les activités de la Commission préparatoire (A/1/L.3).

TRANSFERT DES ACTIFS ET DES PASSIFS DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE À L'IRENA, ET AUTRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Le mardi matin, l'Assemblée a adopté par consensus la décision sur le transfert des actifs et des passifs de la Commission préparatoire à l'IRENA, ainsi que des recommandations sur les dispositions transitoires (A/1/DC/L.2).

Décision finale: L'Assemblée a accepté le transfert des actifs et des passifs de la Commission préparatoire à l'IRENA lors de la première session de l'Assemblée, et de mettre en œuvre les dispositions transitoires.

DÉSIGNATION DU SIÈGE PERMANENT DE L'AGENCE

Le lundi matin, l'Allemagne a proposé la désignation d'Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis (EAU), comme siège permanent de l'IRENA (A/1/DC/L.11), proposition qui a été adoptée par acclamation.

EMBLÈME PERMANENT DE L'IRENA

Le mardi après-midi, Adnan Amin, Directeur général de l'IRENA, a expliqué que la Commission préparatoire a recruté un concepteur professionnel pour créer un logo pour l'Agence. Il a déclaré que le logo proposé doit représenter la nature illimitée de l'énergie renouvelable et sa portée mondiale. Il a également noté qu'une nouvelle couleur bleue a été proposée. L'Assemblée a approuvé le nouveau logo et la couleur par consensus.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Le Segment de haut niveau s'est tenu toute la journée de lundi et le mardi matin. Les séances ont été suivies par un chef d'État, plus de 50 ministres, 30 représentants de niveau ministériel, et les chefs des agences des Nations Unies et des organisations intergouvernementales. Les participants ont examiné, entre autres, les questions telles que: les initiatives nationales pour le développement des énergies renouvelables; le développement et l'énergie; l'accès à l'énergie et la pauvreté énergétique; les changements climatiques; le mandat de l'IRENA et la gouvernance.

Lord Tu'ivakanō, le Premier ministre de Tonga, a déclaré que l'IRENA doit être novatrice et jouer un rôle de premier plan dans une approche multilatérale pour traiter la question des énergies renouvelables, et ne devrait pas suivre l'exemple des institutions financières et des bailleurs de fonds internationaux qui n'ont pas souvent eu une influence positive sur le développement.

La plupart des délégués ont remercié les EAU d'avoir accueilli la réunion, notant sa généreuse hospitalité. De nombreuses délégations ont exprimé leurs condoléances au Japon concernant les récentes catastrophes naturelles et nucléaires.

De nombreux pays, y compris l'Inde, Tonga, l'Allemagne, l'Irak et les EAU, ont présenté leurs efforts nationaux visant à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables. L'Afghanistan a souligné les efforts nationaux pour fournir de l'électricité à sa population. La République de Corée a présenté «l'Initiative croissance mondiale verte» (Global Green Growth Initiative). L'Équateur a parlé de l'exploration pétrolière réalisée précédemment dans le Parc national de Yasuni. La Malaisie a souligné les initiatives pour l'intensification de l'énergie solaire et la promotion du biodiésel. La Bosnie-Herzégovine a félicité les EAU pour le développement de Masdar City et a appelé à des échanges des meilleures pratiques.

Le représentant des Îles Marshall a encouragé l'IRENA à utiliser son pays pour organiser des recherches sur l'accès à l'énergie et sur l'efficacité énergétique dans les zones vulnérables. La Turquie et l'Australie ont indiqué leur volonté de partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques avec la

communauté internationale. La représentante du Brésil a indiqué la volonté de son pays de forger de nouveaux partenariats et a exprimé l'espoir de voir bientôt des résultats.

Pour ce qui est des défis posés au déploiement des énergies renouvelables, les représentants du Bangladesh, de Samoa et d'autres pays ont identifié les coûts d'investissement élevés et le manque d'accès à la technologie comme obstacles importants à l'introduction des énergies renouvelables dans leurs pays. Le délégué de la Sierra Leone a déclaré que son pays espère voir les énergies renouvelables contribuer à l'accélération du développement économique, et s'est félicité de l'IRENA en tant qu'un facilitateur. L'Espagne a mis l'accent sur le transfert des technologies pour le développement et sur la nécessité d'impliquer l'industrie.

Quant aux questions de développement et de l'énergie, l'Afrique du Sud a déclaré que la communauté internationale a besoin du soutien de l'IRENA pour illustrer le rôle que les énergies renouvelables peuvent jouer en fournissant la capacité de production de base d'énergie, et dans l'éradication de la pauvreté énergétique et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Le Tchad a souligné que les OMD ne peuvent être atteints sans progrès sur les questions énergétiques, et que dans les pays en développement, les questions énergétiques ne peuvent pas être réglées sans l'aide d'organisations telles que l'IRENA. L'Union Africaine (UA) a déclaré que l'énergie constitue l'un des plus grands problèmes infra-structurels de l'Afrique, et a parlé des efforts menés par l'UA pour relever ce défi par le développement des énergies renouvelables. Le Koweït a exprimé l'espoir de voir l'IRENA aider à combler le fossé entre les pays développés et les pays en développement, en œuvrant pour faciliter l'investissement, améliorer la compétitivité des prix des énergies renouvelables et soutenir les petites et moyennes entreprises. La Suède a déclaré que l'IRENA devrait assurer le lien entre pays en développement et pays développés. Chypre a souligné l'importance des énergies renouvelables pour la réalisation du développement durable et le rôle de l'IRENA à cette fin.

De nombreux pays ont souligné l'importance de l'accès à l'énergie. Le Sri Lanka a parlé de son objectif de fournir l'électricité à 100% de sa population d'ici 2012. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, au nom de l'ONU-Énergie, et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ont mis l'accent sur les aspects sociaux et sanitaires de la pauvreté énergétique. La France a déclaré que l'IRENA doit participer à la formulation et à l'élaboration des modèles pour relever les défis de l'accès à l'énergie et de la pauvreté énergétique, et a invité l'IRENA à participer à l'Initiative climat Paris-Nairobi. Dans un message vidéo, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, a souligné l'importance de l'IRENA pour 2012, Année internationale des énergies durables pour tous, de l'ONU. Le représentant du Mali a présenté les difficultés de son pays à répondre aux besoins en énergie de sa population et s'est félicité de la coopération intense avec l'IRENA dans la lutte contre la pauvreté énergétique.

Pour ce qui est de l'objectif principal de l'IRENA, le Japon a déclaré que l'IRENA devra être un centre d'excellence pour l'innovation, pas un organisme d'aide au développement;

être doté d'un secrétariat allégé et efficace; et travailler sur la sensibilisation. L'Allemagne a appelé l'IRENA à mettre l'accent sur les avantages des énergies renouvelables pour le développement durable, la satisfaction des besoins énergétiques croissants et la réduction de la dépendance énergétique. La Suède et l'Espagne ont souligné l'importance du travail et de l'action concrets. Les EAU attendent avec intérêt l'évolution de l'IRENA en centre d'excellence international pour les énergies renouvelables, ainsi que l'identification des marchés pertinents.

L'Angola a appelé l'IRENA à contribuer à la réduction des coûts des technologies des énergies renouvelables. L'Uruguay, l'Albanie et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont déclaré que l'IRENA devrait aussi être un centre d'échange des connaissances et des leçons apprises sur le déploiement de l'énergie renouvelable. L'Albanie a également appelé l'IRENA à promouvoir le développement des technologies rentables. L'Indonésie a exhorté l'IRENA à se concentrer sur la réduction de la souffrance des pays en développement. Le Nigéria a souligné la nécessité pour l'IRENA de jouer le rôle de conseiller, de faciliter le renforcement des capacités et le transfert de technologie.

La Mongolie s'est félicitée du rôle de l'IRENA en tant que facilitateur des connaissances pour aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière d'énergies renouvelables. La Finlande a indiqué qu'elle s'attend à ce que le travail de l'IRENA produise des résultats rapides et concrets, et à une évolution vers sa reconnaissance comme un centre d'excellence. La Pologne s'est félicitée de l'IRENA comme plate-forme de partage d'expériences et de connaissances, et a déclaré que le programme de travail pour 2011 de l'IRENA lui permettra de réussir sa croissance institutionnelle. L'Ouganda a exprimé l'espoir de voir l'IRENA jouer le rôle de véhicule de diffusion de l'information et des meilleures pratiques. Le Maroc, la Tunisie et le Pakistan ont déclaré que l'IRENA devra devenir un instrument efficace de dialogue et promouvoir les partenariats.

Le Portugal a félicité tous les membres de l'IRENA qui, a-t-il indiqué, lui donnent un mandat fort pour faire avancer ses objectifs avec détermination, en particulier en aidant les pays en développement. Le Mexique a déclaré que l'IRENA devra faciliter le dialogue afin de réduire les obstacles à l'introduction des énergies renouvelables et travailler avec les organisations et les fonds internationaux à la réalisation de l'accès universel. L'Algérie a appelé l'IRENA à faciliter l'accès au financement.

Le Belarus a appelé à une focalisation sur la coopération technologique, l'innovation et le renforcement des capacités. Le représentant des Maldives a déclaré que l'IRENA devra faciliter l'accès aux technologies d'énergie renouvelable existantes et adaptées au contexte. Le délégué de Sao Tomé et Príncipe a suggéré que l'IRENA travaille en partenariat avec l'industrie afin de promouvoir le développement des technologies appropriées pour les pays en développement. L'Algérie, l'Ouganda et d'autres ont appelé l'IRENA à promouvoir le transfert des technologies. Le Pakistan et la Grenade ont ajouté que l'IRENA devra tout mettre en œuvre pour faire baisser les coûts des technologies des énergies renouvelables. Le Maroc, le Soudan, la Tunisie, le Togo et d'autres ont renouvelé leur appui à la création d'un comité technique pour fournir une assistance aux pays en développement.

Le Kiribati a appelé l'IRENA à faciliter l'accès à des formes concrètes de technologies d'énergie renouvelable. Les Fidji ont salué l'accent mis sur la région du Pacifique dans le programme de travail de l'IRENA. La Grenade a déclaré que l'IRENA ne doit pas devenir un «bazar» où les pays développés vont écouler des technologies coûteuses et inadaptées. Le Zimbabwe a souligné la nécessité du renforcement des capacités.

Différents orateurs ont abordé des questions liées aux changements climatiques. La République de Corée a souligné que l'épuisement des énergies fossiles et les changements climatiques soulignent la nécessité d'un changement de paradigme vers une croissance verte et des énergies renouvelables. Le Samoa, la Grenade, le Kiribati et les Fidji ont déclaré que la lutte contre les changements climatiques est une question de survie pour les petits États insulaires en développement, et ont souligné la nécessité de l'accès à une énergie renouvelable abordable. Le Bénin et le Bhoutan ont souligné leur vulnérabilité aux changements climatiques. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a mis l'accent sur les énergies renouvelables pour l'atténuation des changements climatiques, et a appelé à la diffusion des conclusions de son prochain Rapport spécial sur les sources d'énergies renouvelables et l'atténuation des changements climatiques. L'Algérie a souligné la vulnérabilité de l'Afrique aux changements climatiques et, avec le Pérou, a identifié le déploiement des énergies renouvelables comme une solution. La représentante du Bhoutan a parlé de l'engagement de son pays à réduire les gaz à effet de serre, en particulier avec le développement de l'hydroélectricité par le biais du Mécanisme de Développement Propre. Le Myanmar a souligné l'importance du déploiement des énergies renouvelables face à l'épuisement des énergies fossiles et aux changements climatiques.

L'Espagne a demandé de mettre l'accent sur l'énergie renouvelable dans le secteur des transports et a souligné son importance pour l'indépendance énergétique.

Pour ce qui est des questions de gouvernance, la Turquie a annoncé que son parlement a ratifié l'IRENA. L'Équateur, avec le Nicaragua, a appelé à la présence de trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes au Conseil de l'IRENA. La Roumanie a demandé instamment de passer rapidement de la résolution des questions institutionnelles à l'élaboration d'un plan stratégique pour la réalisation des objectifs pratiques. La Gambie, les Iles Marshall et Sao Tomé et Príncipe ont appuyé l'octroi d'un statut d'observateur à Taiwan au sein de l'IRENA. Le Bénin a proposé la création d'un fonds à faible taux d'intérêt pour la diffusion des technologies renouvelables. Le Bénin et le Cap-Vert ont souligné l'importance de la décision sur le multilinguisme.

La Gambie a déclaré que le succès de l'IRENA sera à la mesure de la participation active de ses membres. Israël a déclaré que l'énergie renouvelable n'est pas un luxe, soulignant qu'elle peut libérer les sociétés des dépendances associées aux énergies fossiles. L'Arménie a mis l'accent sur la coopération internationale pour l'exploitation du potentiel des énergies renouvelables. L'Iran a encouragé les pays qui ne sont pas encore membres à part entière de l'IRENA, à y adhérer pleinement, afin de favoriser la pleine participation de tous les membres.

Le représentant des États-Unis a salué le précédent créé par l'IRENA en choisissant le mérite comme base de sélection de son personnel, a mis l'accent sur l'importance du travail de l'IRENA sur des technologies et dans des secteurs diversifiés, et l'adoption d'une «approche non descendante». Soulignant l'épuisement des ressources de la biomasse dans son pays en raison à la demande énergétique en plein essor et de la croissance démographique, le représentant de la Tanzanie a déclaré que les énergies renouvelables exigent une gestion minutieuse.

A propos des rapports entre l'IRENA avec d'autres organisations internationales, le Kenya a appelé l'IRENA et les Nations Unies à unir leurs forces pour promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables à l'échelle mondiale. Le Japon a appelé l'IRENA à créer des synergies avec d'autres institutions internationales. L'ONU-Énergie a pris l'engagement de servir de lien entre le système des Nations Unies et l'IRENA. La Ligue des États Arabes a exprimé l'espoir de collaborer avec l'IRENA pour réaliser les objectifs de la Ligue. L'AIE a souligné le défi de rendre les énergies renouvelables pleinement compétitives et d'élargir la portée géographique de leur utilisation, soulignant la nécessité d'investir dans de nouvelles infrastructures, telles que les réseaux de distribution d'électricité intelligents. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a indiqué sa volonté de partager son expertise et ses connaissances avec l'IRENA et de diffuser les conseils de politique de l'IRENA. Le Réseau international pour l'énergie durable a souligné la nécessité d'adapter les technologies existantes aux conditions locales.

ACCORDS DE SIÈGE

Le mardi matin, l'Assemblée a adopté par consensus, la décision sur les Accords de siège.

Décision finale: L'Assemblée: autorise le Directeur général à signer, au nom de l'Agence, le projet d'Accord de siège actualisé, après sa finalisation et son approbation par le groupe technique; convient de l'application de l'Accord de siège provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord de siège définitif; et autorise le Directeur général à signer, au nom de l'Agence, le projet d'Accord de siège entre l'Agence et l'Allemagne relatif à la création du Centre d'Innovation et de Technologie de l'IRENA (CITI).

STATUT DU PERSONNEL

Le mardi matin, l'Assemblée a adopté par consensus la décision sur le Statut du personnel (A/1/DC/L.3).

Décision finale: L'Assemblée a approuvé le Statut du personnel annexé à la décision, qui contient des articles sur, entre autres: les devoirs, les obligations, les droits et les privilèges; la classification des postes et du personnel; les salaires et les indemnités liées; les nominations et les promotions; les présences et les congés; et la cessation de service.

FONDS DE PRÉVOYANCE POUR LE PERSONNEL

Le mardi matin, l'Assemblée a adopté par consensus la décision sur la création d'un Fonds de prévoyance pour le personnel de l'IRENA (A/1/DC/L.4).

Décision finale: L'Assemblée a créé un Fonds de prévoyance pour le personnel de l'IRENA et a nommé l'Allemagne et le Kenya dans le Conseil d'administration du Fonds.

DÉTACHEMENT DU PERSONNEL

Le mardi matin, l'Assemblée a adopté par consensus la décision sur le détachement du personnel auprès de l'IRENA (A/1/DC/L.5).

Décision finale: L'Assemblée a demandé au Directeur général d'examiner les questions nécessitant des précisions avant d'adopter une nouvelle approche sur le détachement du personnel, d'assurer un traitement égal des tous les membres du personnel et de présenter les options et les recommandations au Conseil et à l'Assemblée; et a décidé de maintenir en vigueur le règlement sur les détachements adopté par la Commission à sa deuxième session, jusqu'à la prise d'une décision définitive par l'Assemblée.

RÈGLEMENT FINANCIER PROVISOIRE

Le mardi matin, l'Assemblée a adopté par consensus la décision sur le Règlement financier provisoire de l'IRENA (A/1/DC/L.6).

Décision finale: L'Assemblée a approuvé le Règlement financier provisoire de l'IRENA. Ce Règlement comprend des sections sur, entre autres: l'exercice financier; le budget; les crédits; les contributions; les contributions volontaires; le dépôt des fonds; le contrôle interne; les états financiers et les comptes.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS POUR L'IRENA

Le mardi matin, l'Assemblée a adopté par consensus la décision sur l'accord relatif aux privilèges et immunités pour l'IRENA (A/1/DC/L.7).

Décision finale: L'Assemblée a demandé au Directeur général de soumettre un projet d'accord sur les privilèges et immunités pour l'IRENA au Conseil pour examen, et a demandé au Conseil de soumettre à la deuxième session de l'Assemblée, un projet d'accord sur les privilèges et immunités, pour approbation.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2011

Le mardi matin, Gauri Singh, Directrice de la gestion des connaissances et de la coopération technologique, IRENA, a présenté le programme de travail et le budget pour 2011. Elle a souligné la nécessité pour l'IRENA d'être une organisation légère et flexible, et de compléter ce que les autres acteurs du domaine des énergies renouvelables peuvent offrir. L'Assemblée a adopté par consensus la décision sur le programme de travail et le budget pour 2011 (A/1/DC/L.8).

Décision finale: L'Assemblée a adopté le programme de travail et le budget de l'organisation. Sur les questions budgétaires, le programme de travail et le budget pour 2011 prévoient entre autres que: le budget de base sera de 13,26 millions \$ US, en plus des 4,5 millions \$ US correspondant aux coûts d'exploitation, ateliers et conférences financés par les EAU, et d'une contribution allemande de 3,1 millions \$ US pour la création du CITI à Bonn; et, pour faciliter la transition du statut de Commission préparatoire à celui d'Agence, les membres et les signataires paieront des contributions en 2011, et ces contributions seront volontaires pour les signataires.

Concernant le programme de travail, le programme de travail et le budget pour 2011, entre autres: demandent instamment au Directeur général et au Conseil de préparer un cadre stratégique pour 2012-2015 définissant clairement une vision, une orientation stratégique, des objectifs et des activités; et énoncent une stratégie de communication et de sensibilisation solide que sera articulée et mise en œuvre, incluant notamment la présence à des événements d'énergie renouvelable, la création des partenariats stratégiques et une variété de documents écrits. Il explique également que: la connaissance globale des informations relatives à l'énergie renouvelable pertinentes sera systématisée à travers un Sous-programme 1 sur la Gestion des connaissances et la Coopération technologique; les approches de coopération avec les parties prenantes seront lancées à travers le Sous-programme 2 sur les Services consultatifs de politique et de renforcement des capacités; et un cadre pour le soutien aux politiques technologiques des gouvernements sera conçu dans le cadre du Sous-programme 3 sur l'innovation et la technologie.

NOMINATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le lundi matin, Adnan Amin a été assermenté comme Directeur général pour un mandat de quatre ans (A/1/DC/L.12). Amin a accepté le poste «avec humilité et un sens élevé de la responsabilité», soulignant sa confiance sur le fait que l'IRENA sera à la hauteur des attentes de la communauté internationale.

MULTILINGUISME

Le mardi matin, l'Assemblée a adopté par consensus la décision sur le multilinguisme (A/1/DC/L.9).

Décision finale: L'Assemblée a décidé: de souligner la valeur du multilinguisme dans les processus de sa gouvernance et dans ses activités de sensibilisation; de demander au Directeur général de l'IRENA de soumettre des options à l'Assemblée pour l'intégration des langues officielles des Nations Unies afin de faire avancer le travail de l'Agence; d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la décision au plus tard à la sixième session de l'Assemblée.

CRÉATION DES COMITÉS

Le mardi après-midi, le président du Comité de gouvernance, Guy Lentz (Luxembourg), a présenté le projet de décision sur la création des comités (A/1/DC/L.10), notant que le Comité de gouvernance n'a pas eu le temps de déterminer la composition du Comité sur les finances, du Comité sur la gouvernance et les questions juridiques, et du Comité sur la stratégie et la politique proposés. Il a par conséquent proposé que l'Assemblée autorise le président de l'Assemblée à déterminer la composition des comités. À cet effet, le Secrétariat a distribué des formulaires à toutes les délégations, à remplir en indiquant leur intérêt à participer dans l'un ou l'autre des trois comités. Il a été demandé au président de l'Assemblée de déterminer la composition des comités sur la base des résultats des consultations après la fin de la première réunion de l'Assemblée.

L'Iran a suggéré d'ajouter une référence à la nécessité de tenir compte de la répartition géographique et de l'équilibre entre les signataires et les membres à part entière de l'IRENA.

L'Assemblée a adopté la décision par consensus avec les amendements proposés par Lentz et l'Iran.

Décision finale: L'Assemblée a décidé: d'adopter le règlement intérieur des comités; de demander au Conseil d'examiner les projets de règlement intérieur des comités; de recommander que le Comité sur les finances, le Comité sur la gouvernance et les questions juridiques, et le Comité sur la stratégie et la politique soient établis pour un mandat devant durer jusqu'à la troisième réunion du Conseil; et d'autoriser le président de l'Assemblée, lors de la première session de celle-ci, à déterminer la composition des trois comités sur la base de l'intérêt exprimé par les signataires et les membres, et compte tenu de la répartition géographique.

ORGANISATION DE LA DEUXIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE

Le mardi après-midi, l'Assemblée a convenu par consensus de tenir sa deuxième session les 14 et 15 janvier 2012.

L'Assemblée a également désigné par consensus Louis Seck, Ministre de l'énergie renouvelable (Sénégal), comme président, et Mona Thamer Al Maadeed (Qatar), Ikuo Yamahana (Japon) et Guy Lentz (Luxembourg) comme vice-présidents de l'Assemblée, lors de sa deuxième session.

TABLE RONDE MINISTÉRIELLE SUR LES BESOINS STRATÉGIQUES POUR UN AVENIR ÉNERGÉTIQUE PROPRE

Cette session, qui s'est tenue le mardi matin, a été présidée par le président Al Jaber, et modérée par Jose Rene Almendras, Secrétaire à l'énergie des Philippines, et Maud Olofsson, Ministre de l'entreprise et de l'énergie de la Suède. L'objectif de la session était, pour les ministres et les autres représentants de haut niveau, d'échanger des vues sur, notamment, le rôle de l'IRENA; la relation de l'IRENA avec les autres institutions; et la création des marchés et des politiques pour les énergies renouvelables. Les discussions ont été brèves et très interactives.

À propos du rôle de l'IRENA en tant qu'institution, l'Inde, le Nicaragua et l'Australie ont déclaré que l'IRENA devra se concentrer sur la facilitation du transfert des technologies pour aider à la réduction de la pauvreté énergétique, et le Tchad a également souligné l'importance des contextes nationaux. Le Mexique a mis l'accent sur l'amélioration des capacités institutionnelles et sur la nécessité de veiller à ce que les énergies renouvelables deviennent une partie du développement humain. Le Sénégal a souligné l'importance de la diffusion des connaissances et de la facilitation de la production locale et a appelé à l'intégration de l'assistance au développement dans le travail de l'IRENA. La Thaïlande a souligné la nécessité de fournir le financement pour les projets pilotes.

L'Allemagne a appelé à une matrice globale pour les politiques d'énergie renouvelable, avec un accent sur les coûts, la durabilité et l'efficacité; à la proposition de politiques basées sur cette analyse globale des meilleures pratiques; et à une sensibilisation globale accrue. L'Indonésie a souligné en outre la sensibilisation par le biais de l'éducation du public.

Malte a exprimé l'espoir de voir l'IRENA se concentrer non seulement sur les énergies renouvelables de haute technologie, mais également de basse technologie. La Gambie a souligné que l'IRENA ne devra pas essayer de «réinventer la roue». Notant les défis que pose le transfert des technologies, la République de

Corée à déclaré que l'IRENA devra encourager la responsabilité collective par le biais de services de conseil stratégique et de renforcement des capacités. L'Australie a déclaré que l'IRENA a pour but de diffuser la technologie et d'aider les pays en développement à acquérir cette technologie. Les Maldives ont souligné l'élimination des obstacles à l'utilisation des énergies renouvelables.

La Pologne a appelé à un élément phare, comme un rapport annuel ou une conférence. Elle a souligné la nécessité d'élaborer davantage le concept d'énergie pour tous. Oman a déclaré que l'IRENA a besoin d'un plan d'action, non pas d'une stratégie. Israël a proposé que l'IRENA joue le rôle pratique d'un intermédiaire au niveau bilatéral, et de créer une matrice de pays pour faciliter les partenariats nationaux. La Sierra Leone a souligné l'importance de l'évaluation de l'information. L'Éthiopie a déclaré qu'une attention particulière devra être accordée à l'Afrique, en particulier lors de la création des centres régionaux d'excellence, et la Gambie a souligné la nécessité d'une représentation de l'IRENA aux niveaux régionaux. L'UA, le Brésil, la Grèce, Malte, le Maroc et le Nicaragua ont déclaré que l'IRENA devra faciliter les réseaux régionaux. Le Cameroun a déclaré que le travail de l'IRENA devra être adapté aux spécificités de chaque région. Le Bénin a demandé que l'IRENA facilite le contact avec les partenaires techniques et financiers.

La France a demandé à l'IRENA d'évaluer les implications sociales des énergies renouvelables telles que les biocarburants, la biomasse et l'hydroélectricité. Le Brésil a encouragé le rôle de l'IRENA dans la diffusion des connaissances et a appelé les pays intéressés à travailler sur les biocarburants à former un réseau avec lui. Le Mali a mis l'accent sur la nécessité de veiller à ce que les énergies renouvelables, telles que les biocarburants, offrent des avantages au lieu de présenter des risques. La Malaisie a souligné la nécessité d'une assistance pour l'intensification de la biomasse, en particulier en s'attaquant aux allégations de non-durabilité.

Sur la manière dont l'IRENA peut interagir avec les autres institutions, le Belarus a déclaré que l'IRENA devra apprendre d'institutions telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, sur le travail en réseau avec les organisations nationales. Le représentant des États-Unis a déclaré que l'IRENA devra éviter le double-emploi consistant à s'engager avec des organisations internationales où ses membres sont déjà représentés. L'AIEA a déclaré que le moyen le plus simple d'aborder la coopération avec les organisations internationales consiste à être un bon voisin, et a noté que l'IRENA et l'AIEA ont pris un excellent départ. Le Sénégal a suggéré que l'IRENA signe des accords-cadres avec les organisations engagées dans ce domaine. L'Allemagne a déclaré que l'IRENA devra assurer l'inclusion des énergies renouvelables dans les discussions de Rio +20 de l'ONU. Le Pérou a appelé à l'élaboration d'une liste des activités menées par les organisations internationales dans le domaine des énergies renouvelables, afin d'éviter les chevauchements. La Bosnie-Herzégovine a déclaré que l'IRENA devra travailler avec les institutions financières internationales.

Quant aux méthodes pour faciliter l'introduction des énergies renouvelables, le Belarus a appelé à l'examen de la viabilité commerciale de ces énergies. Le Nicaragua a déclaré que l'IRENA devra donner un aperçu des coûts réels de la production des énergies renouvelables. La Grèce a exprimé le souhait de voir l'IRENA fournir des conseils sur des questions telles que les tarifs de rachat, la promotion des réseaux de distribution intelligents et les énergies renouvelables dans les îles. Le Mexique a déclaré que l'IRENA devra aider à assurer la réglementation et la tarification, afin d'encourager le secteur privé. L'Inde a offert d'assurer la formation sur les énergies renouvelables et d'accueillir des réunions internationales sur les énergies renouvelables. La Grèce a mis l'accent sur les obligations des projets portant sur les énergies renouvelables comme source de financement. Malte a souligné la nécessité d'un dialogue régional et national. L'Angola et le Swaziland ont mis en relief l'importance des normes. Malte a parlé de la nécessité du travail sur les normes, non seulement pour les gouvernements et l'industrie, mais aussi pour les consommateurs.

Le Maroc a déclaré que la réussite des marchés dépend de la disponibilité des ressources humaines formées. L'UA a déclaré que les centres d'excellence sur les énergies renouvelables sont nécessaires en Afrique. Le Bangladesh a parlé de la nécessité des meilleures pratiques pour changer les mentalités des décideurs en ce qui a trait à l'écart de viabilité, et à la vulgarisation des énergies renouvelables. Le représentant de l'Espagne a déclaré que les cadres politiques doivent être stables et cohérents avec les objectifs à long terme, et aussi flexibles. Il a mis l'accent sur l'intégration des politiques avec les pays voisins. L'Arménie a parlé de son intérêt à apprendre comment introduire les énergies renouvelables dans les pays en développement sans les subventions. Le représentant des États-Unis a souligné l'importance du rôle de l'IRENA dans l'analyse de l'évaluation des politiques, et a insisté sur la nécessité de faciliter l'accès à cette information.

Le représentant de la Sierra Leone a insisté pour que les plus mauvaises pratiques soient également évaluées et analysées, afin d'éviter la répétition de leurs erreurs. Il a souligné l'utilisation par le secteur privé des milieux d'investissements à risque élevé des pays en développement pour gonfler les prix de la technologie. La Tanzanie a déploré le fait que la recherche et le développement des énergies renouvelables soient actuellement orientés vers les intérêts et les besoins des pays développés.

La Colombie a déclaré que la création des marchés favorise la concurrence et que cela fait baisser les prix. Le Sénégal a mis en exergue l'écart entre la demande potentielle et la demande réelle, et a noté les obstacles techniques tels que l'intégration du réseau régional de distribution. Les Fidji ont souligné les partenariats public-privé. Le représentant de l'AIEA a déclaré que la stabilité et la prévisibilité constituent les éléments clés pour la réussite de la politique. Notant l'anglais comme un obstacle, il a ajouté que l'IRENA devra publier dans d'autres langues.

CLÔTURE DE LA SESSION

Le mardi après-midi, Amin, le Directeur général de l'IRENA s'est adressé à l'Assemblée et a remercié les membres du Secrétariat et d'autres, qui l'ont aidé par leurs conseils et leur dévouement au travail au cours des quatre derniers mois. Le

président Sultan Al Jaber a clos la session en remerciant le Secrétariat pour l'organisation d'une réunion couronnée de succès. Il a levé la séance de la première session de l'Assemblée à 17h22.

BRÈVE ANALYSE DE LA RÉUNION

L'IRENA est la dernière organisation intergouvernementale à faire son entrée sur la scène déjà bien peuplée de la gouvernance environnementale et énergétique mondiale. La première session de l'Assemblée, qui marque la naissance officielle de l'IRENA, a attiré beaucoup d'attention comme en témoigne la grande affluence avec presque 1000 participants, dont plus de 80 représentants de niveau ministériel et des délégations de la plupart des pays du monde.

Cette session était la première réunion de l'organe de direction suprême de l'IRENA. Bien qu'elle fût surtout procédurale, les questions politiques de l'ordre du jour de l'Assemblée, notamment l'élection du Directeur général et la composition du Conseil, ont constitué les faits marquants de la réunion. Certes les questions de fond, en particulier l'emphase sur l'avenir de l'Agence, ne figuraient pas à l'ordre du jour, mais elles ont constitué l'essentiel des discussions entre les participants.

Cette brève analyse place la première session de l'Assemblée de l'IRENA dans le contexte plus large de l'histoire et des perspectives de l'IRENA.

LA NAISSANCE D'UNE ORGANISATION DU 21^E SIÈCLE

L'IRENA est la première organisation intergouvernementale importante créée au 21^e siècle et conçue comme une institution post-Rio hors ONU. L'idée initiale de l'IRENA est attribuée par beaucoup au regretté homme politique allemand Herman Scheer. Les premières propositions concrètes pour l'IRENA ont été officiellement présentées par l'Allemagne à la Conférence internationale de Washington sur les énergies renouvelables (WIREC) en 2008, et au moment où l'IRENA était appuyée uniquement par une poignée de pays. Cependant, durant la courte période de temps (d'après les normes des négociations internationales) écoulée entre la WIREC et l'Assemblée inaugurale de l'IRENA, l'idée naissante a pu se transformer en une agence internationale pleinement constituée avec une adhésion quasi universelle. Il s'agit d'une réalisation remarquable, d'autant plus que l'IRENA n'a pas eu un début facile, avec le manque de transparence et la mauvaise gestion qui ont marqué le mandat controversé du premier Directeur général par intérim, Hélène Pelosse, évoqué par le Directeur général récemment élu comme une «année et demie d'occasions ratées».

La création rapide de l'IRENA reflète l'intérêt de la communauté internationale pour les énergies renouvelables. L'IRENA a une dynamique et sa création vient à point nommé, au moment où la hausse des prix du pétrole et la récente catastrophe nucléaire du Japon ont apporté une pression renouvelée et accrue sur les décideurs et l'industrie, pour un déploiement sans tarder des énergies renouvelables.

Comme l'ont reconnu publiquement ses organisateurs, le processus préparatoire de l'IRENA a eu lieu en dehors de l'ONU afin de permettre sa création rapide en tant qu'organisme international. Cependant, l'ONU-isation de l'IRENA a été un

thème récurrent dans les discussions entre les délégués et a été renforcée par l'élection d'un habitué de l'ONU très respecté et influent, Adnan Amin, comme Directeur général, ainsi que par le choix d'un emblème à la couleur bleue de l'ONU. «Serait-ce la première indication du penchant de l'IRENA vers l'adhésion à la famille de l'ONU?», s'est interrogé un participant. Un observateur chevronné a en outre noté: «Je ne suis pas sûr qu'il soit possible de créer une organisation internationale avec une adhésion quasi universelle, sans ressembler à un organisme de l'ONU, en particulier lorsque la plupart des acteurs sont les mêmes». «Nous verrons», a déclaré un délégué, «mais pour le moment, Amin est celui dont l'IRENA a besoin», faisant référence à la stabilité très appréciée et aux bonnes pratiques de gestion introduites par le Directeur général par intérim et nouvellement élu.

L'IRENA À LA CROISÉE DES CHEMINS

Certes l'intérêt mondial suscité par les énergies renouvelables et la nécessité de l'existence d'une agence internationale qui leur soit dédiée ne laissent aucun doute, mais l'IRENA demeure une plate-forme ouverte, son objectif n'étant pas encore déterminé. Les décisions prises au cours de la prochaine année ou des deux prochaines années, vont sans doute façonner l'Agence pour une décennie ou plus. Le Conseil nouvellement créé, qui se réunit deux fois par an, ainsi que les trois comités sur les finances, la gouvernance et la stratégie établis par l'Assemblée, joueront un rôle clé dans la définition de l'objectif de l'IRENA. Le Conseil, en particulier, a le pouvoir d'«examiner et de soumettre à l'Assemblée le projet de programme de travail et le budget», «d'appuyer le programme de travail adopté» et de «créer des organes subsidiaires». Ceci explique pourquoi, alors que la réunion se déroulait remarquablement bien dans l'ensemble, l'élection du Conseil s'est avérée difficile, et les négociations et les compromis entre les pays ont duré de longues heures à huis clos, pendant que la plénière attendait pour la reprise des travaux.

Alors que les décisions adoptées lors de la première session de l'Assemblée portaient essentiellement sur les questions de procédure, les délégués ont passé beaucoup de temps à discuter de l'avenir de l'IRENA pendant les segments de haut niveau et dans les corridors. Quatre courants ont semblé se dégager au cours de l'Assemblée, et chaque courant exprimait une vision différente sur la manière d'évaluer les diverses fonctions de base de l'IRENA.

Développement: Dans le cadre de cette vision, le principal objectif de l'IRENA sera l'utilisation des énergies renouvelables comme un outil de développement dans les pays en développement. Les divers éléments de cette vision comprennent notamment la promotion du développement humain, la croissance économique et/ou la croissance verte, tels que l'éradication de la pauvreté énergétique et l'accès à l'énergie.

Connaissance et technologie: Sur cette vision, la principale fonction de l'IRENA consistera à promouvoir le développement, la démonstration et le déploiement des technologies des énergies renouvelables. Cela pourrait inclure la promotion de la diffusion des connaissances sur le développement et le transfert des technologies, l'échange des meilleures pratiques, du savoir-faire et des données techniques, et la mise en place de réseaux techniques et scientifiques.

Politique: Pour ce qui est de cette vision, la principale fonction de l'IRENA consistera à faciliter l'adoption des politiques visant à promouvoir le déploiement des énergies renouvelables. Le rôle de l'IRENA pourra inclure la fourniture de conseils en matière de politique aux niveaux international, régional, national et infranational; le renforcement des capacités, et le positionnement comme centre d'échange d'informations sur les politiques et les meilleures pratiques en matière d'énergies renouvelables.

Finances: Dans le cadre de cette vision, l'objectif de l'IRENA sera de jouer le rôle de catalyseur pour le financement des énergies renouvelables en créant des partenariats impliquant les parties prenantes pertinentes et en facilitant l'accès aux financements internationaux disponibles. Certains pays ont également débattu de la possibilité pour l'IRENA de devenir elle-même une source de financement.

Le défi à relever par l'IRENA consiste à ne pas considérer ces options comme un carrefour où il faut choisir une de ces visions, mais à comprendre le développement de l'IRENA comme un voyage, celui qui vient juste de commencer. Cependant, le fil conducteur qui semble réunir toutes ces perspectives réside dans le fait que l'IRENA doit être comprise comme une institution moderne dédiée à un secteur spécifique, les énergies renouvelables, qui en fin de compte, couvrent les trois piliers du développement durable – économique, environnemental et social.

CONCLUSION

L'avenir de l'IRENA est très prometteur. L'IRENA représente une vision du développement durable en même temps qu'un catalyseur potentiel pour une industrie ayant la possibilité de réaliser cette vision. L'IRENA est également confrontée à de grands défis tels que le fait d'être conçue dans le cadre de systèmes politiques et économiques longtemps dominés par un approvisionnement en énergies fossiles. Beaucoup attendent avec intérêt la réussite de l'IRENA, bien que pour des raisons différentes. Certains espèrent le développement; d'autres de nouveaux marchés pour leurs technologies; d'autres encore, un monde plus vert où le changement climatique n'est plus une menace; et d'autres enfin, l'accès à l'énergie et une voie pour sortir de la pauvreté.

L'IRENA sera-t-elle à la hauteur des attentes et des espoirs? Certes l'attention sera centrée sur l'intensité et le rythme des activités de l'IRENA au cours des neuf mois à venir, jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée, dont le but sera d'apporter une réponse à cette question.

RÉUNIONS À VENIR

Forum mondial 2011 de l'efficacité énergétique: Cette réunion rassemblera les représentants de haut niveau des gouvernements, des entreprises et des ONG pour débattre de l'efficacité énergétique. Elle présentera les dernières innovations en matière d'efficacité énergétique et les acteurs derrière leur mise en œuvre. **dates:** 10-14 avril 2011 **lieu:** Bruxelles, Belgique **contact:** Pam Turner **téléphone:** +1-408-395-0059 **email:** pturner@firstoptionevents.com **www:** <http://eeglobalforum.org>

Deuxième réunion du Groupe d'experts sur l'efficacité énergétique globale: Cette réunion examinera un projet de la Stratégie mondiale pour la formation du marché de l'efficacité énergétique. **date:** 18 avril 2011 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Viktor Badaker, gestionnaire de projet GEE21 **email:** viktor.badaker@unece.org **www:** http://www.unece.org/energy/se/enef_gee21.html

22^{ème} session du Comité directeur du projet efficacité énergétique 21 de la CEE de l'ONU: Cette rencontre examinera le financement de l'efficacité énergétique et les investissements dans les énergies renouvelables visant à atténuer le changement climatique. Elle abordera également, entre autres: le développement du secteur des énergies renouvelables dans la Fédération de Russie et dans les pays de la Communauté des États indépendants; l'accroissement de l'efficacité énergétique pour les approvisionnements d'énergie sécurisés; la formation du marché de l'efficacité énergétique en Europe du sud-est; et la suppression des obstacles à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur public en Belarus. **date:** 21 avril 2011 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** CEONUE **téléphone:** +41-22-917-4444 **télécopie:** +41-22-917-0505 **email:** info.ece@unece.org **www:** http://www.unece.org/energy/se/docs/eneff_sc22.html

Première réunion du Comité de transition chargé de la conception du Fonds vert pour le climat: La première réunion du Comité de transition chargé de la conception du Fonds vert pour le climat (décision 1/CP.16, paragraphe 110) se tiendra dans la deuxième quinzaine d'avril 2011. **dates:** 28-29 avril 2011 **lieu:** Mexico City, Mexique **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **télécopie:** +49-228 815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/>

GFSE- Réunion régionale du Forum mondial sur les énergies renouvelables: l'énergie entre le Danube et le Caucase: Cette réunion régionale du Forum mondial sur les énergies renouvelables (GFSE) a pour but de rassembler les parties prenantes nationales, les experts internationaux et les acteurs économiques d'Europe du sud-est, des régions du Danube, de la Mer Noire et du Caucase. La réunion portera sur les activités visant à l'accroissement de l'efficacité énergétique (EE) et la part des sources d'énergies renouvelables (SER) dans ces régions. **dates:** 28-29 avril 2011 **lieu:** Vienne, Autriche **contact:** Karen Reiss **téléphone:** +43-158-615-24-144 **email:** karin.reiss@energyagency.at **www:** <http://www.gfse.at/>

11^{ème} session du Groupe de travail III du GIEC: Cette réunion du Groupe de travail III devrait se tenir juste avant la 33^{ème} session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC 33). Le GTIII devra signer le Rapport spécial sur les énergies renouvelables et l'atténuation des changements climatiques (SRREN) en vue de son approbation lors de session plénière du GIEC. **dates:** 5-8 mai 2011 **lieu:** Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **télécopie:** +41-22-730-8025/13 **email:** ipccsec@wmo.int **www:** http://www.ipcc.ch/scripts/_calendar_template.php?wg=8

Organes subsidiaires de la CCNUCC juin 2011: Les 34^{èmes} sessions de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

de la CCNUCC se tiendront en juin 2011, parallèlement aux réunions des groupes de travail spéciaux. **dates:** 6-17 juin 2011 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://www.unfccc.int>

Conférence de Vienne 2011 sur l'énergie (VEC 2011): Cette Conférence, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), facilitera un dialogue international sur la fourniture de l'accès universel à l'énergie et aux multiples co-avantages de l'efficacité énergétique croissante, sous la bannière "Énergie pour tous: le temps d'agir". **dates:** 21-23 juin 2011 **lieu:** Vienne, Autriche **contact:** Vanessa Massegg, ONUDI **téléphone:** +43-1-26026 3773 **email:** v.massegg@unido.org **www:** <http://www.unido.org/index.php?id=1001185>

Troisième réunion du Groupe d'experts sur l'efficacité énergétique globale: Le Groupe d'experts poursuivra ses travaux sur la Stratégie mondiale sur la formation du marché de l'efficacité énergétique. **dates:** 17-18 octobre 2011 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Viktor Badaker, Directeur du projet GEE21 **email:** viktor.badaker@unece.org **www:** http://www.unece.org/energy/welcome/Calendar_Meeting.html

Forum 2011 des énergies renouvelables des Caraïbes: Cet événement annuel, coparrainé par la Banque de développement interaméricaine, CARICOM, et l'Organisation des États américains, examinera les questions de politique et réglementaires, les forces motrices du financement et des investissements dans les sources d'énergies renouvelables dans le contexte des Caraïbes, et le champ d'application pour une approche régionale. **dates:** 12-14 octobre 2011 **lieu:** Bridgetown, Barbade **contact:** Matthew Perks **téléphone:** +1-845-440-7800 **email:** mperks@caribbeanenergyforum.com **www:** <http://www.caribbeanenergyforum.com>

CdP 17 CCNUCC et CdP/RdP 7: La 17^{ème} session de la Conférence des parties de la CCNUCC (CdP 17) et la septième session de la Réunion des parties (RdP 7) au Protocole de Kyoto se tiendront à Durban, Afrique du Sud. **dates:** 28 novembre-9 décembre 2011 **lieu:** Durban, Afrique du Sud **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/>

Sommet mondial 2012 des énergies du futur: Le cinquième sommet des énergies du futur est prévu en janvier 2012 à Abu Dhabi, EAU. **dates:** 16-19 janvier 2012 **lieu:** Centre national des expositions d'Abu Dhabi, Abu Dhabi, EAU **contact:** Ara Fernezian, Directeur du WFES **téléphone:** +971-2-4446113 **télécopie:** +971-2-4443768 **email:** ara.fernezian@reedexpo.ae **www:** <http://www.worldfutureenergysummit.com>

Deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA: La deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA est prévue en janvier 2012. **dates:** 14-15 janvier 2012 **lieu:** Centre national des expositions d'Abu Dhabi, Abu Dhabi, EAU **contact:** Adnan Amin, Directeur général **téléphone:** +971-2-4179001 **email:** secretariat@irena.org **www:** <http://www.irena.org>